Axe 2 - Avancées et reculs des démocraties

Quels sont les progrès et les limites de la démocratisation à travers le monde ?

I. Les débats autour de la démocratie représentative

À la suite des révolutions américaine et française, le modèle démocratique s'impose progressivement en Europe, suscitant une réflexion profonde sur ses fondements. Des penseurs comme Benjamin Constant et Alexis de Tocqueville s'interrogent sur la manière d'organiser une démocratie stable et représentative.

Dans *De la démocratie en Amérique*, Tocqueville identifie deux dangers inhérents au système démocratique : la tyrannie de la majorité, où les minorités voient leurs opinions écrasées, et le despotisme doux, où les citoyens, trop préoccupés par leurs intérêts privés, abandonnent la sphère publique à des représentants qui gouvernent sans réel contrôle populaire.

Ces analyses conservent toute leur pertinence aujourd'hui. L'abstention croissante aux élections traduit un désengagement citoyen vis-à-vis de la vie politique. En France, par exemple, le mouvement des Gilets Jaunes (2018-2020) a mis en lumière une crise de la représentation et a ravivé le débat autour d'outils comme le référendum d'initiative citoyenne (RIC) pour renforcer la participation populaire.

II. L'expansion mondiale de la démocratie

Depuis 1945, la démocratie s'est étendue à de nombreuses régions du globe. Les pays décolonisés ont souvent adopté des systèmes politiques fondés sur des constitutions démocratiques, même si leur mise en œuvre reste inégale et progressive. En Europe, le retour à la démocratie dans des pays comme l'Espagne, le Portugal ou la Grèce dans les années 1970 a marqué une nouvelle vague de démocratisation.

La fin de la guerre froide a renforcé cette dynamique. Dans les anciens pays communistes d'Europe de l'Est, des élections libres ont été instaurées, tandis qu'en Amérique latine, l'effondrement de dictatures militaires — souvent soutenues par les États-Unis pendant la guerre froide — a permis une transition démocratique. En Afrique du Sud, l'abolition de l'apartheid a aussi ouvert la voie à un système démocratique plus inclusif.

Cependant, au XXI^e siècle, cette progression s'est ralentie. Le Printemps arabe (2010-2012) a suscité de grands espoirs, mais les résultats sont contrastés. Si la Tunisie a connu une transition démocratique, celle-ci est aujourd'hui menacée. L'Égypte, quant à elle, est restée autoritaire. D'autres pays comme l'Algérie ont vu émerger des mouvements citoyens, à l'image du Hirak en 2019, réclamant plus de libertés et de justice politique.

III. La démocratie, un système encore vulnérable

La démocratie, loin d'être acquise définitivement, demeure fragile. Au XX^e siècle, de nombreux régimes démocratiques ont été balayés par des coups d'État, souvent avec le soutien de puissances étrangères. Le renversement de Salvador Allende au Chili en 1973 en est un exemple

VOCABULAIRE

Apartheid : « séparation » en afrikaans, système en vigueur en Afrique du Sud entre 1948 et 1991 dans lequel les populations étaient séparées en fonction de catégories raciales.

Démocratie populaire : régime communiste dont le parti au pouvoir estime défendre les intérêts du peuple. Contrairement à son nom, ce n'est pas une démocratie formelle (avec des élections libres).

Dictature des colonels : en Grèce, nom donné à la période de dictature militaire entre 1967 et 1974 suite à un coup d'État.

Hirak : mouvement populaire algérien s'élevant contre le projet d'un 5^e mandat présidentiel pour Abdelaziz Bouteflika. Les revendications ont ensuite porté sur des réformes politiques démocratiques dans le pays.

Printemps arabe : ensemble de contestations populaires, d'ampleur et d'intensité variables selon les régions, qui se sont produites dans le monde arabe à partir de décembre 2010. Son nom fait référence au Printemps des peuples de 1848, pour son aspiration à plus de liberté et de démocratie.

emblématique. De nombreux pays africains, comme la RDC ou l'Éthiopie, ont également subi une instabilité chronique, alternant entre dictature et régimes militaires.

Dans certains États, les élections ne garantissent pas un fonctionnement démocratique réel. En Russie, les opposants au pouvoir sont réduits au silence, les médias sont contrôlés, et les libertés publiques restreintes. Même au sein de l'Union européenne, des pays comme la Hongrie ou la Pologne ont été critiqués pour leurs atteintes à l'indépendance de la justice et aux principes démocratiques fondamentaux.

Enfin, même les démocraties établies, comme la France, sont confrontées à des critiques internes sur leur capacité à représenter l'ensemble des citoyens. Le sentiment d'exclusion de certaines catégories sociales — minorités, classes populaires — alimente une remise en cause du système représentatif et une revendication croissante pour davantage de participation directe.